

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le

Nos réf. : SAU/FB/MI n° 24-73

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVED

3, Rue des Prés de Lyon
LA-CHAPELLE-SAINT-LUC (10600)

Code AIOT : 0005701952

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09 février 2024 dans l'établissement COVED implanté 3, Rue des Prés de Lyon à LA-CHAPELLE-SAINT-LUC (10600). L'inspection a été annoncée le 24 janvier 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED
- 3, Rue des Prés de Lyon à LA-CHAPELLE-SAINT-LUC (10600)
- Code AIOT : 0005701952
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise COVED exploite une installation de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux (papier, carton, bidons plastiques, DIB...) et de déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Traçabilité déchets
- Eau de surface
- Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention	Arrêté Préfectoral du 02/02/2020, article 4.4.3	Sans objet
2	Risque	Arrêté Préfectoral du 02/02/2020, article 4.4.5	Sans objet
3	Gestion des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/02/2020, article 30.5	Sans objet
4	Entrée et sortie des déchets	Arrêté Préfectoral du 02/02/2020, article 36	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2020, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté le bon état des rétentions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2020, article 4.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, compatibilité des produits
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.
Constats : Par sondage, les déchets constatés ne présentent pas d'incompatibilité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2020, article 30.5
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des déchets
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant n'ajoute un déchet lors d'une opération de regroupement qu'après s'être assuré de sa compatibilité avec les autres déchets. Une personne compétente, ayant des connaissances en chimie, est présente et assure aussi bien la surveillance de l'installation que l'interprétation des analyses d'identification et des tests. [...]
Constats : L'exploitant a décrit et a communiqué à l'inspection sa procédure d'acceptation des déchets. Avant acceptation des déchets, l'exploitant établit un certificat d'acceptation préalable (CAP) avec le producteur de déchets. Une fiche d'identification des déchets est rédigée en concertation entre l'exploitant et le producteur de déchets. A l'issue du CAP, un bordereau de suivi de déchets est rédigé. L'exploitant indique que trois personnes ayant des compétences en chimie (diplômes d'ingénieur en chimie ou master en chimie) sont désignées. L'une d'entre elles est toujours présente et assure la surveillance de l'installation et l'interprétation des analyses d'identification et des tests.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entrée et sortie des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2020, article 36
Thème(s) : Situation administrative, Registres
Prescription contrôlée : Registre d'entrée : Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets, les modalités de transport, l'identité du transporteur et les résultats des tests ou analyses de réceptions (ou la référence de la fiche d'analyse). Il mentionne le lieu de stockage et la destination finale du déchet. Registre sortie : Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents. Registre d'opération ou journal : Pour tout regroupement de déchet, l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés, et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves.
Constats : L'exploitant a présenté ses registres d'entrée et de sortie. Les informations reportées dans les tableaux sont confirmées aux prescriptions. A la demande de l'inspection et par sondage, l'exploitant a fourni le suivi de deux déchets (entrée/sortie). L'inspection a constaté la cohérence des informations portées entre les documents que sont la fiche d'identification des déchets, le certificat d'acceptation préalable et les bordereaux de suivi de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite